

FINANCES PUBLIQUES NON PRIORITAIRES, USAGERS PRIS EN OTAGES

VOUS ÊTES CONCERNÉS

L'administration des Finances publiques est à nouveau la cible du gouvernement en terme de réduction des dépenses publiques. Ainsi, après les 2 023 emplois supprimés (25 000 emplois en moins en 10 ans), une baisse des crédits de fonctionnement autour de 7% est confirmée. L'addition est lourde pour la Direction Générale des Finances Publiques tant en dégradation du service rendu qu'en termes de conditions de vie au travail des personnels.

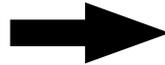
Finances Publiques en danger : Quelles conséquences pour vous ?

Pour vous

Des files d'attente qui s'allongent notamment durant la campagne Impôt sur le Revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière. Faute de personnel, une écoute et une disponibilité qui se réduisent alors que la législation ne cesse de se complexifier et que les difficultés économiques et sociales s'aggravent.

La disparition de trésoreries de proximité réduit l'accès au service public et l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

La remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne peuvent se déplacer.



Pour nous

Une augmentation de la charge de travail à l'accueil :

- physique : + 56,23%
- téléphonique : +33,33%

+ de 1 200 fermetures de guichets en milieu rural et péri-urbain

Développement de l'e-administration : télé-déclaration, télé-paiement, télé-correction et mise en place de centres d'appels téléphoniques dépersonnalisés.

Aujourd'hui, des réflexions de réorganisation dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique sont en cours mais elles se traduisent par une dégradation de la qualité du service public. Pour les agents des Finances Publiques et les organisations syndicales, la crainte de voir à nouveau des mises en danger des conditions d'exercice des missions et un resserrement du maillage territorial est bien réelle, alors que la population, face aux difficultés économiques et sociales grandissantes a besoin d'un service public de proximité et de qualité pour tous.

Les agents des Finances Publiques vous interpellent et tirent le signal d'alarme.

Pour nous, agents, les missions de la Direction Générale des Finances Publiques doivent être essentielles dans cette période de crise.

Pour vous, usagers, elles sont indispensables pour une meilleure justice fiscale et sociale.

ENSEMBLE DÉFENDONS NOS SERVICES PUBLICS. INTERPELLEZ VOS ÉLUS SUR LE SERVICE PUBLIC